

# Relevons le niveau de la discussion

En lisant l'article écrit par Monsieur Mohamed Abdallah Ould Dhmine, je m'attendais à ce que le titre d'ingénieur, par lequel il avait signé, relève le niveau du débat. On attendait d'un "ingénieur", peu connu pour ses positions politiques et qui ne s'y intéressait même pas avant, une sortie avec une plus large analyse. Je ne veux pas soutenir ici l'idée dominante selon laquelle dans cet article, Monsieur "l'ingénieur" n'est qu'un instrument entre les mains de certains, qui ne veulent pas découvrir leur véritable position pour ne pas attirer les projecteurs et subir les critiques du peuple uni et enthousiaste pour le mouvement du changement.

Monsieur "l'ingénieur" a abordé les mobiles du changement en mettant l'accent sur la personne du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et sur celle du Premier Ministre, en tant que membres essentiels d'un régime qu'ils qualifient de corrompu, et dont ils ont assumé les mauvaises politiques auxquelles ils ont participé. Cependant, il n'a pas donné une idée de sa participation ni de sa contribution à la corruption, ni même son opinion sur la situation, comment elle était et les causes qui ont poussé ceux-ci à se retourner contre leur régime.

En général, l'article nous conduit à la triste conclusion que Monsieur "l'ingénieur" l'a écrit sous l'effet de la passion et de l'esprit de clan. Il s'agit d'une chose difficile à discuter car elle relève de penchants personnels et ne respecte pas les critères objectifs. Nous allons toutefois en discuter.

Cher Monsieur, Chers Messieurs! Le sage fonde son expérience à chaque phase et corrige ce qui le requiert. Et je n'y vois point de contradiction avec ce qu'ont fait ceux dont vous avez voulu critiquer la démarche objective pour corriger la situation et faire face à l'injustice et à l'insécurité.

Le président déchu que vous essayez de défendre a tenté dans son discours de Kiffa de gagner cette vertu. d'aucuns appellent le sage quand il annonce la corruption de son régime, menaçait les corruptus et promit la réforme. Tous ont patienté et attendu la réforme plusieurs fois. En fin de compte, sa contradiction dévota la son incapacité de faire bouger les choses dans le sens du redressement. Avec le temps, le fossé s'élargissait entre les paroles et les actes, ce qui diminuait sa crédibilité objective comme président déterminé, dans une phase où de graves problèmes se posaient avec une urgence absolue, sans la résoudre un seul. L'Etat est devenu un ensemble de pièges pour le peuple, le régime s'est transformé en un régime qui donne des ordres d'obéissance à la plus de mille et un caprices.

Trouvez-vous répréhensible, Monsieur "l'ingénieur, de critiquer un

Etat qui courait vers sa ruine inéluctable? Le Président savait, si vous l'ignorez, qu'après le 8 juin 2003 il n'était plus président avec la légitimité nationale. Il savait qu'avec la démission collective de son gouvernement, de ses partis, de sa tribu, de ses services de renseignement et de tout son système, il n'a plus son régime. Qu'après le discours de Kiffa, il n'est plus le président aussi respecté, présent et fort qui dominait et terrorisait les gens et que dans sa guerre contre ceux qu'il appela alors les criminels (les Cavaliers du Changement), il n'a joué d'aucune sympathie. Ainsi les armes sont arrivées dans la capitale en passant 30 points d'inspection. Saleh Ould Hanena et ses compagnons, recherchés par toutes les polices du pays, sont rentrés, malgré tous les services spéciaux, à commencer par la Fédération des Transports, la sécurité du palais et la protection d'Israël... Il (Saleh Ould Hanena) a passé 20 jours à Nouakchott pour planifier l'opération d'un deuxième coup d'Etat et a été retrouvé à Rosso, après une opération de mobilisation sans précédent au pays. Le peuple a librement choisi sa position dans la bataille, incontestablement du côté des putschistes.

Tout analyste modéré sait que Maouya ne gouvernait plus qu'au moyen de mille caprices, et que la prison ne constituait plus l'épée de Damocès qui tranchait la bataille. Il compensait tout cela par le renforcement de la sécurité présidentielle et de sa garde rapprochée, revient à la carotte et au bâton et attire l'attention par la création d'un péril fictif contre lequel il prépare la guerre, s'entoure de soutiens en tant que leader national et cherche l'appui étranger en tant que chef de guerre de la lutte antiterroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest.

L'Etat vivait au bord de crises destructrices dont chacune requiert le changement. Il a engagé l'armée dans une bataille perdue d'avance car n'ayant aucun mobile qui aiguillonne l'enthousiasme de l'armée, renforce ses capacités de combat et rehausse son moral. Au contraire l'armée respirait l'amertume dans un désert torride et sans eau, à cause du mauvais traitement, des fausses promesses d'amélioration de la situation et des énormes disparités. Tout cela a contribué à l'exacerbation de la situation morale de l'armée et à l'inhibition des forces. Tous les officiers subalternes savent que leur compagnon de grade, le fils du Président, possède des villas, alors qu'il ne jouit pas d'avantages autres que ceux de fils d'un Président qui fait semblant d'être intègre.

Dans le domaine économique, cinq gouverneurs ont été nommés à la tête de la Banque Centrale de Mauritanie en moins de trois ans à cause de la situation trouble, du mauvais contrôle de la soumission, aveugle aux

ordres, contrairement à tous les principes de l'administration et de la décence. Le change dépendait des intérêts de la clique et les réserves de l'Etat constituaient un jeu entre les mains d'un seul individu, à tel point que la recette de l'accord de pêche avec l'Union Européenne, 86 millions d'euros, soit environ 120 millions dollars, ne figurait pas au budget et se gérait par ordres spéciaux. Cette situation entraîne l'enrichissement d'un groupe donné de manière systématique et insolente et expose la majorité de la population à la pauvreté, à la hausse vertigineuse des prix, accroît le vagabondage et la dépravation des mœurs. L'image des affamés mendiant devant les lieux de travail constitue un aspect du décor de la capitale, avec des femmes, des enfants et des vieux vêtus de haillons et demandant la charité à tous les coins de rue. Nous avons été frappés de malchance avec ton ami. Lui as-tu demandé -si tu le rencontres- quel est le sort de 24% du produit de la SNIM, déposés dans le compte RIST en France, jadis imposés par les bailleurs de fonds et dont la période a expiré, et que ton ami continue à imposer? Considérez-tu comme patriotique que l'Etat confronte une crise étouffante alors qu'on conserve ses fonds à l'étranger, hors budget et en dehors de la légalité?

La situation des pêches est éccurante comme celles des impôts, des douanes et du budget qui constituent une zone de libre pillage.

Monsieur, n'as-tu pas montré que tu étais loin de cette politique, l'occupant de quelque chose de plus important avec l'AMEXTIPE. Bien plus, n'as-tu pas entendu avec le président de ton parti, Monsieur Ahmed Ould Sidi Baba, que la crise est aiguë? Il a dirigé une initiative qui a échoué. Maouya a personnellement participé à la planification de cette initiative à laquelle prit part une importante partie de ce que le régime appelle l'opposition extrémiste. Si tu avais estimé à sa juste valeur l'arrogance de Maouya, tu aurais mesuré la dimension du blocage. Les moyens de contact constituaient un véritable parcours du combattant et il y avait un individu totalitaire qui voulait changer le système des valeurs de la société et de l'Etat en un culte de sa propre personne, à travers le contrôle des médias et de l'enseignement, par la propagande pour lui seul et son intervention par le biais de ses renseignements, qui ont échoué même dans les relations humaines. Les gens en avaient tellement marre qu'ils préféreraient un coup d'Etat sanglant mené par un groupe inconnu au niveau personnel à un régime "légal".

C'est la situation où la justice soutient l'opresseur, où domine la peste de la mauvaise gestion, où sept journaux ont été interdits: El Emel, Akhbar Al Ousbou', Ad Destour, Al

Alam, Al Bouchra, La Vérité et Al Bedil; trois partis dissous: At Taliaa, l'Union des Forces démocratiques/ère nouvelle et Action pour le Changement; et les dirigeants politiques emprisonnés plusieurs fois durant la même année sans raison. Il y a aussi l'emprisonnement des concurrents politiques lors des élections présidentielles, la réduction de l'espace des libertés et le discrédit du processus lui-même.

Sur le plan humanitaire, des crimes ont été commis sur ses ordres personnels. La situation sociale est devenue on ne peut plus dramatique et requiert des solutions réalistes satisfaisant les gens et améliorant leurs conditions. Les problèmes aigus qui se posent doivent être résolus dans le cadre de la légalité, de la politique ou en dernière analyse par la force ou la violence. Il s'est avéré que ton ami ne disposait plus de la capacité de trouver la solution dans le système légal et politique, d'autant plus qu'il n'a pas les instruments objectifs nécessaires: la volonté, la vision, les mécanismes. Considérant son échec après le discours de Kiffa et l'échec de l'initiative politique du dialogue, la situation explosive ne pouvait plus avoir de solution que dans le cadre de la force ou de la violence.

Ne voyez-vous pas, Monsieur "l'ingénieur", que le Conseil Militaire, qui compte des membres qui étaient plongés dans les détails de Lemghayty et de la situation générale de l'Etat comprend, comme le commun des mortels, la mauvaise situation du pays? Comment donc croyez-vous qu'un coup d'état puisse réussir en 24 heures de coordination contre un régime de vingt ans? Pourquoi ton ami n'obtient-il pas le soutien de ceux qui partagent votre vision de la situation, d'autant plus que tous les régiments et les unités de combat se trouvent hors

de Nouakchott? Votre ami, pardon votre cousin dont vous récitez par cœur les sublimes réalisations, n'a-t-il pas trouvé durant ces vingt ans (lui pour lequel se faisait la vulgaire propagande dans les médias: la Mauritanie obtient son indépendance en 1960 et connaît depuis 1984 une renaissance sans précédent) quel- qu'un pour défendre sa légitimité au sein de la société civile, parmi les partis et dans la presse indépendante, lui qui a été élu avec 75% des suffrages, à un parti qui englobe toutes les tribus, tous les fonctionnaires et tous les travestis et dispose du soutien et du contrôle d'institutions démocratiques comprenant neuf dixièmes de ses partisans? Pourquoi tout ce monde soutient-il le Conseil Militaire? Ne voyez-vous pas objectivement que c'est toute la Mauritanie qui se dresse contre un individu qui la dirigeait? Reconnaître la vérité, fût-elle défavorable, relève de la grandeur d'âme.

Monsieur "l'ingénieur", les fonctions de Ely O. Mohamed Val et de Sidi Mohamed Ould Boubacar dans un régime monarchique n'affectent en rien l'importance de leur démarche. Je pense que vous avez suffisamment de lucidité pour avoir peur pour ce que vous avez amassé sous le régime bény sous plusieurs casquettes dont les détails sont connus par beaucoup de gens.

Sans vouloir conclure cette esquisse, car le bilan de 20 ans de corruption n'est pas une mince affaire, je ne comprends pas bien que vous fixiez un délai de 75 jours, alors que vous avez un énorme passif d'erreurs léguées par votre ami et que l'Etat mettra du temps à éponger. La prudence et la lucidité vous permettront de contribuer à surmonter l'épreuve.

**MOHAMED MAHMOUD OULD BACAR**  
(Réaction à un article paru dans Nouakchott Info n° 864 du 18 octobre 2003, et signé de l'ingénieur Mohamed Abdallah Ould Dhmine)